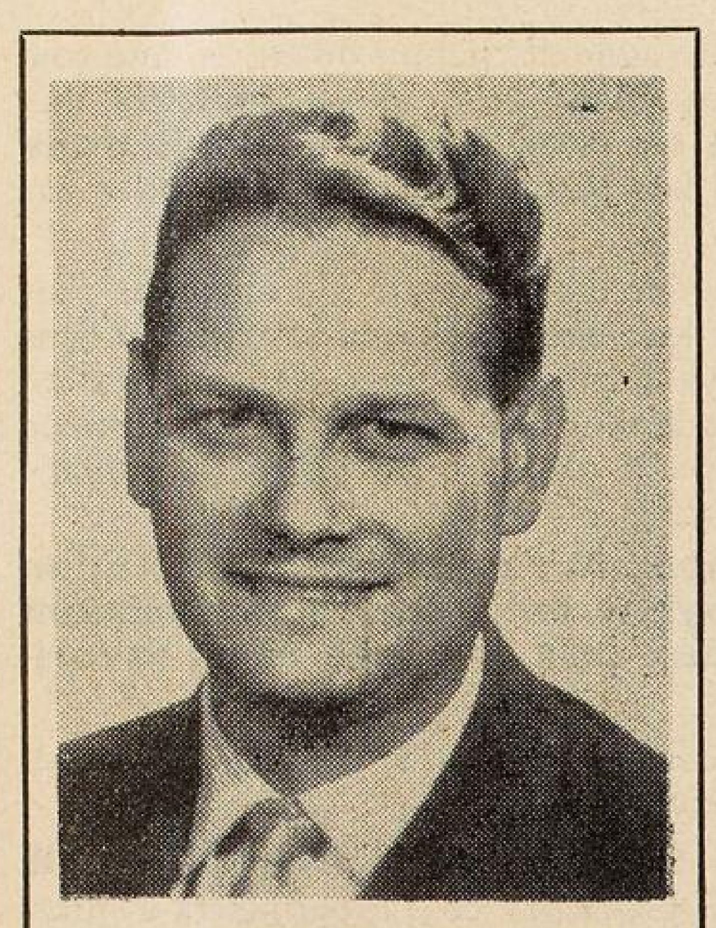
PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS



Jean CORDILLOT est né le 17 mars 1927 dans une petite commune du nord de la Nièvre où son père exploitait le petit bien familial de 7 hectares. Ses parents font le sacrifice de lui faire poursuivre ses études et il entre en 1943 au Lycée de Nevers (remplaçant alors l'Ecole Normale) en tête de sa promotion. Mais il y a trois autres enfants dans la famille, et Jean CORDILLOT va travailler pendant les vacances pour aider à couvrir les frais causés par ses études : il s'embauche dans une petite usine des environs, ou bien il fait la moisson ; une année, il suit la batteuse. En 1946, il vient à l'Ecole Normale d'Auxerre pour son année de formation professionnelle. A la sortie de l'Ecole Normale, tout en travaillant, il prépare une licence et obtient cinq certificats d'études supérieures. Il est nommé au Collège Technique de Sens en 1950. En 1951, il est élu secrétaire de la Fédération de l'Yonne du Parti Communiste Français.

Jean CORDILLOT est le gendre de Georges VARENNE, fils de l'ancien maire de Brienon Gustave VARENNE, militant bien connu avant la guerre, compagnon de René FROISSART et de Pierre SANSOY, déporté en 1941 et exterminé à Auschwitz en septembre 1942.

Jean CORDILLOT fut élu député de l'Yonne le 2 janvier 1956 et compta parmi les plus jeunes membres de l'Assemblée. Il s'est spécialisé dans les questions intéressant l'Education Nationale et dans le problème si important des rapports de la France avec les Territoires d'Outre-Mer. Aucun autre député de l'Yonne n'est demeuré aussi près que lui de ses électeurs. Il s'est adressé fréquemment aux ouvriers à la porte des usines ; il a rendu compte de son mandat dans 118 communes et est allé plusieurs fois dans bon nombre d'entre elles. Il a assuré ainsi quelque 250 réunions publiques et a tenu des permanences dans tous les cantons. Dans tous ses actes et en toutes circonstances, Jean CORDILLOT est demeuré fidèle au mandat qui lui a été confié par les travailleurs de l'Yonne ; il est de ceux que rien ne fait plier.

CANDIDATURE de
Jean CORDILLOT

Electrices, Electeurs,

En dépit des promesses renouvelées et des récentes campagnes orchestrées par la radio, la guerre s'éternise en Algérie. Comme en 1956, nous affirmons qu'il faut négocier avec ceux contre qui la France se bat ; leur proposer la capitulation pure et simple, comme l'a fait Guy Mollet en 1956 et 1957, comme vient de le faire le général de Gaulle, ne peut qu'aboutir à la poursuite de la guerre.

La politique extérieure d'indépendance et de paix dont le pays a besoin n'est pas mise en œuvre. Le général nazi Speidel, responsable de l'exécution de plusieurs centaines de patriotes français sous l'occupation, commande toujours une partie de l'armée française. Le représentant de notre pays vient de déclarer qu'un accord sur l'arrêt des expériences atomiques n'engagerait pas la France. Comme en 1956, nous disons qu'il faut une politique indépendante fondée sur la coopération pacifique avec tous les peuples, l'arrêt de la remilitarisation de l'Allemagne et de la course aux armements.

⁂

Le Parti Communiste Français considère en outre qu'il est possible de faire aboutir un programme de justice et de progrès social répondant aux aspirations de la population laborieuse et dont voici le résumé :

I. — **RELÈVEMENT DU NIVEAU DE VIE DES MASSES LABORIEUSES** par l'augmentation des salaires, traitements, pensions et prestations familiales ; par l'aide aux petits et moyens paysans, ainsi qu'à l'artisanat et au petit commerce.

● Dans notre circonscription, plusieurs usines ont réduit leurs horaires, notamment : la fonderie Mors, à Sens ; les Etablissements Dubois, à Champigny ; les Coopérateurs de Champagne, à Sens ; la C.G.F. à Paron ; les Etablissements Soissons, à Migennes ; des licenciements ont eu lieu à Villeneuve-sur-Yonne et à Villeneuve-la-Guyard. Dans certains foyers, les payes déjà trop maigres vont se trouver réduites de 10 000 à 12.000 fr. par mois.

Cependant, les bilans connus de 1957 montrent l'énormité des profits réalisés par les sociétés capitalistes. Voici quelques exemples pris dans notre circonscription : la Continentale Parker a avoué 42 millions et demi de bénéfices nets ; pour Fichet, 75 millions de profits sont décelables au bilan et le capital a été augmenté de 54 millions sur 1956 ; Pont-à-Mousson a avoué un milliard 280 millions de bénéfices nets, cependant que le capital est passé de 5 à 10 milliards.

Les députés communistes et Jean CORDILLOT, s'il est élu, défendront la double revendication du retour aux 40 heures sans diminution de salaire et la création d'une véritable assurance-chômage aux frais du patronat.

● Notre circonscription connaît toujours l'injustice des zones de salaires. Certes elles ont été réduites d'un tiers au début de la législature, grâce au vote massif des 150 députés communistes. Mais par la suite, cette revendication a été abandonnée par tous, sauf par nous, en raison des impé-

ratifs de la guerre d'Algérie. Résultat : les travailleurs de Joigny (3e ville de l'Yonne) et de 136 autres communes de la circonscription perçoivent un salaire plus faible que leurs camarades de Sens ou de Migennes par exemple et touchent moins d'allocations familiales. Avec Paris, l'écart est encore plus grand.

Les députés communistes et Jean CORDILLOT agiront pour la suppression complète des abattements de zone.

● Notre circonscription, traversée par de grandes routes, une importante ligne de chemin de fer et une voie navigable, offre des conditions favorables à l'installation d'industries qui fourniraient du travail aux ouvriers, aux femmes, aux jeunes. **Les élus communistes s'attacheront à ce que ce problème soit résolu dans l'intérêt de la classe ouvrière et du commerce local,** sans donner aux patrons l'occasion de réaliser par ce moyen de nouveaux surprofits

● Dans nos campagnes, la récolte 1958 a été médiocre ; la qualité du blé est inférieure à la moyenne ; les rendements ont été plus faibles. Le 2 septembre, des milliers de cultivateurs de la circonscription sont allés à Sens pour exiger que des mesures soient prises. Mais le gouvernement n'a pas revu le prix de campagne ; il importe du beurre du Danemark et il est question que la loi fixant un juste prix du lait à la production soit abrogée ; le prix de la viande à la production a baissé dans de fortes proportions tandis que les prix à la consommation demeurent pratiquement inchangés ; la mévente sévit pour certains produits, par exemple les fruits.

Les députés communistes et Jean CORDILLOT lutteront pour le respect de l'indexation des prix agricoles et pour une aide effective aux petits et moyens cultivateurs, notamment en leur assurant l'écoulement de leur récolte par priorité et aux prix garantis et en favorisant la coopération.

● Les petits commerçants et artisans éprouvent déjà le ralentissement de leurs affaires ; il est de leur intérêt que les ouvriers, les retraités, la masse des petits et moyens paysans vivent mieux.

II. — RÉDUCTION MASSIVE DES DÉPENSES MILITAIRES ET RÉFORME DÉMOCRATIQUE DE L'IMPOT EN FRAPPANT LE GRAND CAPITAL ET LES PROFITEURS DE GUERRE, ce qui permettra d'entreprendre les nécessaires travaux d'équipement.

● Le problème de la construction se pose toujours de façon très aiguë dans notre circonscription ; les crédits doivent être accordés en suffisance pour permettre que les loyers soient accessibles à tous, y compris aux familles les plus modestes. Actuellement, on refuse d'attribuer un logement H.L.M. à ceux dont le salaire est trop bas, de crainte qu'ils ne puissent acquitter régulièrement leur loyer.

● Des crédits importants sont absolument nécessaires pour les adductions d'eau, sinon les réalisations se feront de plus en plus attendre ; à ce sujet, l'exemple du Syndicat de SENS-Nord-Est est probant. Or, dans la circonscription, 43 communes sont encore totalement dépourvues d'installations d'eau potable tandis qu'une quarantaine d'autres le sont partiellement.

● D'importantes dépenses doivent être engagées pour l'entretien et la réfection des routes, y compris les plus importantes qui sont en mauvais état (comme les Nationales 6 et 60), sans parler des chemins départementaux et vicinaux.

III. POUR LA JEUNESSE ET SON AVENIR :

● Réforme démocratique et laïque de l'Enseignement. Notre département manque d'écoles et de maîtres : 166 postes sont tenus par des suppléants ; la plupart du temps, les maîtres malades ne sont pas remplacés De nombreux professeurs manquent dans les Ecoles secondaires et techniques. Il faut accorder à l'École laïque tous les crédits dont elle a besoin.

● Dans notre circonscription, il n'y a aucun centre d'apprentissage, ce qui fait gravement défaut Il est absolument nécessaire qu'un Centre d'apprentissage public soit ouvert à SENS. Il faut aussi développer et moderniser les Etablissements existants, notamment les Ecoles techniques.

● Notre circonscription dispose d'un équipement sportif nettement insuffisant. Une ville comme SENS ne possède pas un stade digne de ce nom ! Des crédits doivent être accordés : la santé physique et morale de notre jeunesse en dépend.

Tels sont les points essentiels du programme que nous vous soumettons.

Pour un contrôle réel et efficace de l'action gouvernementale, pour défendre pied à pied les intérêts des petits contre les gros, pour jeter les bases du regroupement indispensable de tous les Républicains, il faut un groupe communiste important à l'Assemblée Nationale.

— Pour la restauration de la République et la constitution d'une démocratie rénovée, il faut des députés que les menaces et le chantage n'effraient pas, qui ne se résignent pas, qui n'abdiquent pas.

C'est pourquoi, le 23 novembre, vous voterez utile en votant communiste, en votant pour

Jean CORDILLOT

Répétiteur de l'Enseignement Technique, Député sortant

● Le suppléant de **Jean CORDILLOT** est **Robert BOURREAU,** plombier-couvreur, distingué à deux reprises, en 1952 et en 1955, comme « Meilleur Ouvrier de France », conseiller municipal de Villeneuve-la-Guyard.

Attention : Ne rayez aucun nom sur votre bulletin ; il serait annulé. Vu : *Le Candidat*

BORDOT. SEMUR-EN-AUXOIS